



Développement économique et emploi en Afrique francophone

L'entrepreneuriat comme moyen de réalisation

Sous la direction de

BRAHIM BOUDARBAT et AHMADOU ALY MBAYE

Sous la direction de Brahim Boudarbat et Ahmadou Aly Mbaye

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI EN AFRIQUE FRANCOPHONE

L'entrepreneuriat comme moyen de réalisation

Les Presses de l'Université de Montréal

Observatoire de la
Francophonie économique

Université 
de Montréal
et du monde.

L'Observatoire de la Francophonie économique (OFE) de l'Université de Montréal a été créé en juin 2017 en partenariat avec le gouvernement du Québec, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF). Il a pour mission de devenir une ressource de premier plan pour ce qui est des questions liées à la Francophonie économique et, donc, un centre de calibre international d'études, de recherche et d'activités de liaison et de transfert sur la Francophonie économique.

L'Observatoire nourrit un intérêt marqué pour les pays en voie de développement, notamment ceux du continent africain. Il met à la disposition des partenaires de la francophonie — gouvernements, entreprises et organismes publics et privés — des études de haut niveau, des données fiables et un vaste réseau d'expertises économiques vouées à la réalisation d'analyses économiques résolument ancrées dans la théorie et les faits.

Merci aux partenaires de l'Observatoire de la Francophonie économique :

Québec 


AUF Agence
UNIVERSITAIRE
DE LA FRANCOPHONIE


ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie

Mise en page: Chantal Poisson

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Titre: Développement économique et emploi en Afrique francophone: l'entrepreneuriat comme moyen de réalisation / [sous la direction de] Brahim Boudarbat, Ahmadou Aly Mbaye.

Noms: Boudarbat, Brahim, 1965- éditeur intellectuel. | Mbaye, Ahmadou Aly, éditeur intellectuel.

Collections: PUM.

Description: Mention de collection: PUM | Comprend des références bibliographiques.

Identifiants: Canadiana (livre imprimé) 2020007220X | Canadiana (livre numérique) 20200072218 | ISBN 9782760642027 | ISBN 9782760642034 (PDF) | ISBN 9782760642041 (EPUB)

Vedettes-matière: RVM: Entrepreneuriat—Afrique francophone. | RVM: Jeunesse—Travail—Afrique francophone. | RVM: Incubateurs d'entreprises—Afrique francophone.

Classification: LCC HD2346.A37 D48 2020 | CDD 338/.04096—dc23

Dépôt légal: 1^{er} trimestre 2020

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

© Les Presses de l'Université de Montréal, 2020

Financé par le gouvernement du Canada

| 

IMPRIMÉ AU CANADA

Table des matières

Introduction	5
---------------------	---

PARTIE I

ENTREPRENEURIAT EN AFRIQUE : ENTRE NÉCESSITÉ ET OPPORTUNITÉ

CHAPITRE 1

Dualité du marché du travail, emplois et entrepreneuriat en Afrique	16
--	----

CHAPITRE 2

Enjeux et perspectives de l'entrepreneuriat des jeunes en Afrique francophone	40
--	----

CHAPITRE 3

Entrepreneuriat au Burkina Faso : lueur d'espoir pour une jeunesse de plus en plus ambitieuse	70
--	----

CHAPITRE 4

L'entrepreneuriat, une solution contre le chômage des jeunes	93
---	----

PARTIE II

CRÉATION DE LA VALEUR ET INNOVATION PAR L'ENTREPRENEURIAT

CHAPITRE 5

La maîtrise des normes par les entrepreneurs africains	114
---	-----

CHAPITRE 6

L'entrepreneuriat à l'ère de l'économie numérique en Afrique	136
---	-----

CHAPITRE 7

Adoption d'innovation, esprit d'entrepreneuriat et PMME en Afrique subsaharienne francophone	155
---	-----

PARTIE III
**FORMATION ET ÉDUCATION À L'ENTREPRENEURIAT :
ANALYSES ET ÉTUDES DE CAS**

CHAPITRE 8		
L'intégration graduelle de l'entrepreneuriat dans l'université marocaine		180
CHAPITRE 9		
L'éducation à l'entrepreneuriat : enjeux dans la réussite des projets entrepreneuriaux des jeunes au Sénégal		204
CHAPITRE 10		
L'éducation à l'entrepreneuriat à l'université		225

PARTIE IV
**EFFICACITÉ DES DISPOSITIFS D'ACCOMPAGNEMENT :
LE CAS DES INCUBATEURS**

CHAPITRE 11		
Les incubateurs universitaires pour les jeunes entrepreneurs		248
CHAPITRE 12		
La performance de l'accompagnement entrepreneurial dans le contexte marocain		267
CHAPITRE 13		
Le Centre d'excellence en entrepreneuriat (le CEENTRE)		287

PARTIE V
**CONTRAINTES DE FINANCEMENT
ET ENTREPRENEURIAT**

CHAPITRE 14		
Rôle des institutions de microfinance dans le financement de l'entrepreneuriat féminin		306
CHAPITRE 15		
Microfinance et promotion de l'entrepreneuriat des jeunes ruraux au Niger		325
CHAPITRE 16		
Recours croissant aux PPP en Afrique francophone		351
Les collaborateurs		369

Introduction

Brahim Boudarbat et Ahmadou Aly Mbaye

L'Observatoire de la Francophonie économique (OFE) de l'Université de Montréal consacre une partie importante de ses analyses et recherches à l'Afrique francophone, une région du monde qui, avec sa population d'un demi-milliard d'habitants, est très importante pour l'avenir de la Francophonie et du monde.

Le premier volume publié en 2018 a permis de brosser un portrait de la situation économique en Afrique francophone et de traiter de ses enjeux et de ses perspectives. Avec une croissance démographique soutenue, les défaillances des systèmes éducatifs nationaux, la prolifération des activités informelles et les insuffisances sur le plan de l'assistance aux chercheurs d'emploi et aux jeunes porteurs de projets, la question de l'emploi des jeunes se pose avec plus d'acuité et constitue un des grands défis pour les pays de la région.

Si la question de l'emploi est une préoccupation majeure de la politique économique pour tous les pays, elle se présente sous un relief différent en Afrique, du fait de la jeunesse de la population et de certaines dynamiques assez spécifiques du marché du travail africain. En particulier, la question du chômage — du moins en Afrique subsaharienne — semble moins s'y poser que celle de la qualité des emplois existants, qui font que les taux d'emploi et de chômage ne rendent que faiblement compte de la performance du marché du travail en Afrique. Le véritable problème est la faible qualité des emplois.

La vaste majorité des travailleurs africains évoluent dans des activités informelles comme l'agriculture de subsistance et le petit commerce et les services dans les espaces urbains, sans aucune sécurité d'emploi, et un

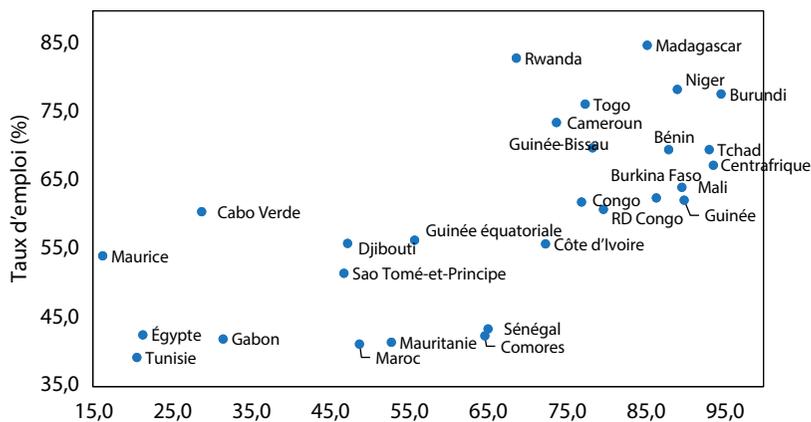
minimum d'avantages sociaux, et souvent dans un environnement assez dangereux.

La figure 1 met en évidence une relation forte et positive entre le taux d'emploi et la proportion des emplois vulnérables dans les pays africains francophones. En d'autres termes, les pays qui affichent le taux d'emploi le plus élevé sont ceux où la qualité d'emploi est la plus problématique.

De ce fait, le principal enjeu des politiques d'emploi en Afrique concerne la consolidation des emplois existants, qui sont presque tous informels et largement précaires.

FIGURE 1

Taux d'emploi selon la qualité de l'emploi dans les pays de l'Afrique francophone



Notes: Les emplois vulnérables sont ceux des travailleurs familiaux non rémunérés et ceux des personnes travaillant à leur compte, en tant que pourcentage du total des emplois.

Le taux d'emploi est le ratio emploi-population chez les personnes âgées de 15 ans et plus (estimation modélisée OIT).

Source: Banque mondiale, « Indicateurs du développement dans le monde ».

Une autre particularité du marché du travail africain est que les notions d'emploi et d'entrepreneuriat sont intrinsèquement liées, principalement parce que la vaste majorité des emplois correspondent à des situations d'auto-emplois, ou des emplois dans des micro- et nano-entreprises, et autres entreprises familiales, toutes informelles. Toutes ces catégories d'entreprises sont, de fait, considérées en même temps comme des emplois, pour plusieurs raisons, en particulier, à cause de la quasi-

absence de frontière entre le patrimoine de l'entreprise et celui des propriétaires. En effet, selon les directives de la 17^e Conférence internationale des statisticiens du travail, les emplois informels comprennent :

1. les employés rémunérés de manière informelle sans sécurité sociale, congés annuels payés ou congés maladie ;
2. les employés payés dans des entreprises non enregistrées comptant moins de 5 employés ;
3. les travailleurs indépendants dans des entreprises non enregistrées comptant moins de 5 employés ;
4. les employeurs dans des entreprises non enregistrées comptant moins de 5 employés ;
5. les travailleurs familiaux.

Les employés de la première catégorie sont des travailleurs informels du secteur formel. Dans certains pays, la proportion de ces travailleurs peut être plus importante que dans le secteur informel. Les travailleurs des autres catégories appartiennent au secteur informel. Dans la troisième catégorie, beaucoup d'employés informels sont à la fois des petites entreprises ou des microentreprises. Une grande partie des employeurs sont considérés comme des employés informels dans la catégorie 4, parce qu'ils travaillent dans des unités de production informelles — plus de 80 % des emplois sont indépendants dans la plupart des pays africains.

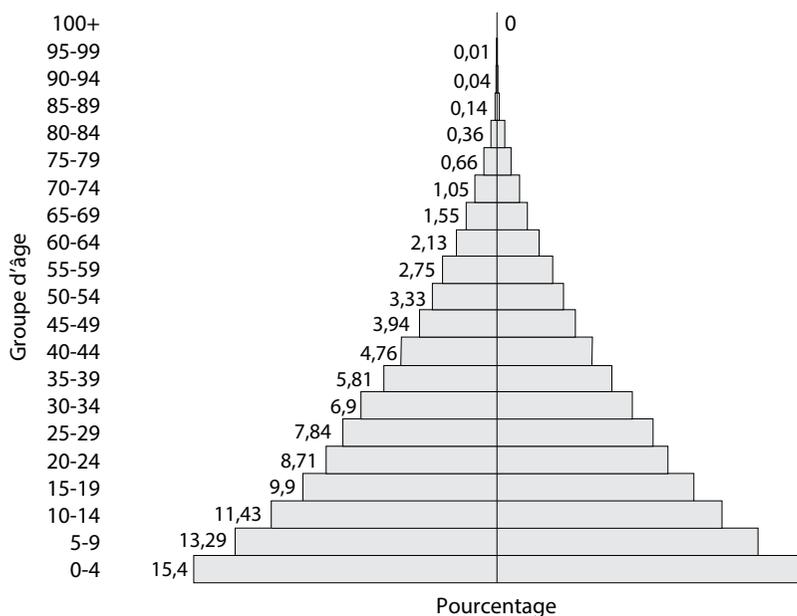
Parce que l'emploi informel inclut l'emploi précaire dans le secteur formel, les politiques visant l'emploi informel affecteront également le secteur formel. Parce que l'emploi informel inclut les employeurs et les employés, le secteur informel est au cœur du développement du secteur privé ainsi que de la dynamique du marché du travail.

Du fait de cette forte confusion qui existe entre l'emploi et l'entrepreneuriat informels, soutenir l'entrepreneuriat revient à appuyer les emplois informels, caractérisés par une très forte précarité, et d'en améliorer la qualité. Par ailleurs, le soutien à l'entrepreneuriat vise à développer un secteur privé national formel, capable de porter les ambitions de croissance et de réduction de la pauvreté, à travers la création d'emplois décents, dans les sociétés africaines. Les défis qui se posent à l'exercice d'appui à l'entrepreneuriat en Afrique sont nombreux et variés. Ils sont liés à la formation, au financement, à l'accès aux services d'infrastructure de base, à l'accompagnement et à la connexion aux réseaux domestiques et internationaux des affaires.

L'autre grand défi des politiques économiques dans les pays d'Afrique en général est d'ordre quantitatif. En effet, avec une pyramide des âges qui a une base large (taux élevé de natalité) et qui rétrécit rapidement (Figure 2), le nombre de nouveaux arrivants sur le marché du travail dépasse largement le nombre de postes qui deviennent vacants avec les départs à la retraite ou pour d'autres raisons. Les économies africaines devraient donc non seulement préserver les emplois existants et améliorer leur qualité, mais aussi en créer de nouveaux, et en grand nombre, afin de pouvoir absorber leur jeunesse. Sans quoi, les jeunes seront relégués à l'arrière-plan et se retrouveront cantonnées dans des activités informelles à faible valeur ajoutée.

FIGURE 2

Pyramide des âges en Afrique francophone en 2017 (%)



Source : Nations unies. Perspectives de la population mondiale : la révision de 2017. Département des affaires économiques et sociales, Division de la population.

L'entrepreneuriat peut jouer un rôle important non seulement dans l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes, mais aussi pour

engager l'Afrique francophone dans une véritable transformation économique qui mènerait à un développement durable.

L'objectif principal de ce deuxième ouvrage collectif de l'OFE est de comprendre comment les gouvernements pourraient s'y prendre pour exploiter le potentiel entrepreneurial des jeunes et des femmes pour contribuer au développement économique de leurs pays. Plus précisément, il s'agit d'analyser les complexes interrelations entre emplois, informalité et entrepreneuriat en Afrique francophone, et de comprendre les multiples contraintes qui se posent au développement de l'entrepreneuriat privé, souvent informel, en vue d'en proposer des remèdes politiques efficaces.

Ce volume comprend cinq parties. Dans la première partie, intitulée « Entrepreneuriat en Afrique : entre nécessité et opportunité », la relation entre emplois et entrepreneuriat est analysée sous plusieurs angles et à travers différents outils. Le premier chapitre préparé par les professeurs Mbaye et Gueye propose une analyse très fine du profil de l'emploi et de l'entrepreneuriat, en Afrique francophone, qui sont tous les deux informels et fortement interreliés. En partant de données d'enquêtes réalisées dans un échantillon assez représentatif de l'Afrique francophone de l'Ouest et centrale, les auteurs montrent que la vaste majorité des emplois en Afrique sont aussi des formes précaires d'entreprises qui ont besoin de soutien bien ciblé, pour se renforcer, consolidant par là même les emplois qui leur correspondent. Au titre des mesures préconisées, ils mettent l'accent sur des formes alternatives de formation et de financement, à l'opposé de ce qui a été appliqué depuis des décennies en Afrique. Les auteurs analysent également les raisons pour lesquelles les incubateurs et accélérateurs d'entreprises ont eu du mal à prospérer en Afrique, avant de proposer une palette de mesures d'accompagnement pouvant assurer aux microentreprises informelles, qui constituent l'essentiel de l'écosystème entrepreneurial en Afrique, d'accéder à des réseaux professionnels bien connectés et ainsi de se renforcer.

Le deuxième chapitre, préparé par professeur Dzaka-Kikouta et ses collaborateurs, analyse les facteurs déterminant le succès entrepreneurial chez les jeunes Africains, diplômés de l'enseignement supérieur, et âgés de 18-35 ans, à partir des résultats d'enquêtes de terrain réalisées dans les deux Congo (République démocratique du Congo et République du Congo). Leurs résultats montrent que les principales barrières à l'entre-

preneuriat des jeunes sont liées à des facteurs socioculturels, à la faiblesse des compétences entrepreneuriales, à l'environnement de l'entreprise privée, notamment les barrières réglementaires, la difficulté d'accès au crédit, et l'instabilité économique et politique. Dans leurs recommandations de politiques économiques, ils mettent l'accent sur la formation, le financement et l'accompagnement.

Dans le chapitre 3, Bakouan Saïba *et al.* analysent les moyens par lesquels l'entrepreneuriat peut constituer un vecteur de lutte contre le chômage des jeunes, à travers une étude de cas sur le Burkina Faso. Un résultat saillant de leurs enquêtes est l'importance de l'esprit entrepreneurial chez la jeunesse burkinabè avec 91,5 % des jeunes en quête d'emploi qui ont l'ambition de créer leur propre entreprise et seulement 8,5 % recherchant un emploi salarié. Là également, la formation et le financement constituent les obstacles les plus importants à la réalisation de l'ambition entrepreneuriale des jeunes.

La dernière étude de cas sur la relation entre emplois et entrepreneuriat porte sur le Maroc. Les professeurs Laghzaoui et Sliman y analysent à travers des données d'enquête, le phénomène de l'entrepreneuriat chez les jeunes et ses obstacles dans le contexte marocain caractérisé par un taux de chômage élevé, notamment chez les diplômés. Parmi les solutions préconisées, sans surprise figurent en bonne place la solution à la sempiternelle question du financement, l'accès à l'information sur les programmes d'accompagnement existants et souvent méconnus, une meilleure connexion avec la recherche, et un meilleur ciblage des programmes d'accompagnement existants.

La deuxième partie de cet ouvrage, qui comprend trois chapitres, est consacrée à l'accès à l'information et à l'innovation, comme facteurs de succès de l'entrepreneuriat. Le chapitre 5, réalisé par Marie-Claude Drouin, présente une étude de cas sur les avantages liés à la sensibilisation, l'information et la formation des jeunes entrepreneurs sur les normes, à travers l'expérience du Réseau Normalisation et Francophonie (RNF). Ce chapitre insiste sur la nécessité pour les PME d'avoir un recours plus accru à la normalisation, pour faciliter leur accès aux marchés ou pour créer de la valeur et bonifier leur stratégie d'affaires. Il insiste également sur les compétences et connaissances nécessaires pour trouver les normes qui sont d'intérêt pour eux, pour les appliquer, les utiliser et, ultimement, les influencer. Dans le chapitre suivant, les professeurs Kouty et Douzounet

mettent l'accent sur le potentiel que représente l'économie numérique pour l'entrepreneuriat des jeunes en Afrique. Les auteurs trouvent que le taux d'activité entrepreneurial (TAE) est très élevé chez les jeunes de la tranche d'âge des 25 à 34 ans qui sont plus aptes à saisir les opportunités que leur offrent les technologies numériques. Pour transformer le potentiel du numérique en progrès entrepreneurial, les auteurs recommandent aux autorités politiques africaines d'assurer l'émergence d'un écosystème numérique et notamment des infrastructures et des institutions numériques, de faciliter l'accès au financement et de mettre en place les incubateurs et les plateformes numériques spécialement dédiées aux jeunes et aux femmes.

Enfin, dans le chapitre 7, qui clôt cette partie, les chercheurs Tsambou et Kamga mettent l'accent sur les facteurs explicatifs de la propension des jeunes entrepreneurs à adopter l'innovation, et comment cette adoption influence la performance des petites, moyennes et microentreprises (PMME) dans trois pays de l'Afrique subsaharienne francophone (Cameroun, Côte d'Ivoire et Sénégal). Il ressort de leurs résultats que l'esprit d'entrepreneuriat, représenté par la capacité managériale de l'entrepreneur, son autonomie, sa prise de risque et sa proactivité, est positivement corrélé avec l'adoption d'innovations. De plus, l'adoption d'innovations représentée par les innovations technologiques et non technologiques a une relation positive avec la performance économique des PMME. Ainsi, le gouvernement gagnerait à mieux développer une culture entrepreneuriale qui intègre l'entrepreneuriat dans le système éducatif.

La troisième partie de ce volume regroupe différents chapitres portant sur l'éducation et la formation à l'entrepreneuriat, à travers plusieurs études de cas. Ainsi, dans le chapitre 8, les professeurs Yassine et Jallal présentent un état des lieux de l'intégration de l'entrepreneuriat dans les universités marocaines. Les auteurs y présentent une analyse détaillée des réformes et orientations stratégiques qui ont marqué l'enseignement supérieur au Maroc et qui ont permis l'intégration graduelle de l'entrepreneuriat et de son enseignement dans le système universitaire national. Ils mettent l'accent sur l'ingénierie de formation selon l'approche par compétence (APC) comme moyen de promouvoir l'enseignement de l'entrepreneuriat dans les universités marocaines.

Dans le chapitre 9, le chercheur Ismaïla Sène analyse les enjeux de l'éducation à l'entrepreneuriat dans la réussite des projets d'entreprise des jeunes au Sénégal. Il montre que l'éducation à l'entrepreneuriat permet aux jeunes qui en bénéficient d'avoir des performances meilleures que celles réalisées par ceux qui sont à la marge de l'apprentissage entrepreneurial. Ce constat repose sur l'analyse de trois critères que sont la pérennisation de l'entreprise, l'évolution du chiffre d'affaires et la capacité à créer des emplois supplémentaires.

Enfin, dans le chapitre 10, la professeure Ghazouani et ses collaboratrices analysent le succès de l'éducation à l'entrepreneuriat comme moyen de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes Marocains. Elles mettent en évidence d'importants changements dans le profil des étudiants ayant suivi une formation à l'entrepreneuriat par comparaison avec les autres, dans leurs attitudes, leurs performances entrepreneuriales et leur esprit d'initiative.

La partie 4 de ce volume regroupe une série d'études sur l'efficacité des dispositifs d'accompagnement des PME, en mettant l'accent sur le cas des incubateurs d'entreprises. Dans le chapitre 11, les chercheurs Tchouassi et Tagne s'intéressent à l'efficacité des incubateurs universitaires au Cameroun. Ils trouvent que la majorité des projets d'activités entrés en incubation se sont effectivement transformés en véritables entreprises et que les entreprises nées du processus d'incubation en milieu universitaire sont viables, pérennes, croissantes et productives, contrairement à celles non accompagnées.

Dans le chapitre 12, les doctorants Haouata et Bennane proposent une analyse perceptuelle des incubés marocains. Ils soulèvent un certain nombre d'insuffisances, qui limitent l'efficacité des incubateurs, et proposent des solutions pour y remédier, notamment à travers une amélioration conséquente du dispositif de suivi-évaluation.

Enfin, dans le chapitre 13, les chercheurs Randriamanalina et Rakotomanana présentent le cas d'une ONG d'incubation dans une école de commerce à Madagascar, à partir de l'analyse de laquelle sont faites un certain nombre de recommandations pratiques concernant, par exemple le recours aux financements innovants.

La dernière partie de ce volume s'intéresse à la question spécifique du financement des PME en Afrique. On y retrouve trois chapitres. Le premier (chapitre 14), présenté par les professeurs Ndione et Diouf,

analyse le rôle des institutions de microfinance (IMF) dans le financement des PME africaines. Ils montrent que si le volume des subventions, les fonds propres et l'endettement des institutions de microfinance ont une influence positive sur le crédit destiné aux PME, notamment celles dirigées par des femmes, les résultats sont plus mitigés pour la qualité de l'indice de macro-gouvernance de chaque pays et la recherche de la performance économique.

Dans le chapitre suivant, le chercheur Djibo s'intéresse plutôt au financement participatif et son rôle dans la promotion de l'entrepreneuriat jeune au Niger. Ses résultats montrent que ce type de financement a un impact considérable sur la mise en place et le succès de l'entrepreneuriat jeune.

Enfin, dans le dernier chapitre, la professeure Doubogan et son coauteur M. Aliha analysent le rôle des partenariats publics et privés (PPP) dans la réussite de l'activité entrepreneuriale dans les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). L'analyse des données recueillies auprès de plus de cent acteurs impliqués dans 15 cas de PPP locaux relevés dans trois pays (Bénin, Burkina Faso et Sénégal) a permis de voir que les projets de PPP ne changent pas fondamentalement les paradigmes d'emplois-jeunes, en comparaison des projets mis en œuvre par les États.

Ce deuxième ouvrage de l'OFE, comme ce fut le cas du premier, s'inscrit en droite ligne avec la stratégie économique pour la Francophonie. Les études qui y sont présentées seront, sans doute, d'un grand intérêt pour les décideurs de politiques publiques et les organismes qui cherchent à améliorer les perspectives économiques des jeunes et des femmes dans les pays de l'Afrique francophone. Des rapports, sur les autres défis que doivent relever ces pays, suivront.

Les collaborateurs

Jalila Ait Soudane, Université Mohammed V de Rabat, Maroc
Géoffroy Aliha, Université Jean Moulin Lyon 3, France
Younes Bennane, Kalmyk State University, Russie
Xavier Bitemo Ndiwulu, Université Kongo, République démocratique du Congo
Meryem Chiadmi, Université Mohammed V de Rabat, Maroc
Diéne Ousseynou Diouf, Université Assane Seck de Ziguinchor, Sénégal
Oumarou Faroukou Djibo, Université de Tahoua, Niger
Mallaye Douzounet, Université de N'Djaména, Tchad
Marie-Claude Drouin, Secrétaire générale de l'Association Réseau normalisation et Francophonie
André Dumas Tsambou, Université de Yaoundé II, Cameroun
Théophile Dzaka-Kikouta, Université Marien Ngouabi de Brazzaville et Université Kongo, République démocratique du Congo
Benjamin Fomba Kamga, Université de Yaoundé II, Cameroun
Karima Ghazouani, Université Mohammed V de Rabat, Maroc
Fatou Gueye, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal
Sanaa Haouata, Université Hassan II de Casablanca, Maroc
Nour Eddine Jallal, Université de Sidi Mohamed Ben Abdallah, Fès, Maroc
Meda M'wambere Judith, Université Norbert Zongo, Burkina Faso
Justin Kamavuako Diwavova, Université Kongo, République démocratique du Congo
Manfred Kouty, Institut des Relations internationales du Cameroun et Université de Yaoundé II, Cameroun
Soulaïmane Laghzaoui, Université Ibn Tofail (Kénitra), Maroc
Ahmadou Aly Mbaye, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal
Issa Abdou Moumoula, Université Norbert Zongo, Burkina Faso
Mamadou Ndione, Université de Bourgogne Franche-Comté, France
Yvette Onibon Doubogan, Université de Parakou, Bénin
Riveldt Rakotomanana, Directeur exécutif du Centre d'Excellence en Entrepreneuriat

Tsoavina Randriamanalina, ISCAM, Business School, Madagascar

Jérôme Rossier, Université de Lausanne, Suisse

Bakouan Saïba, Université Norbert Zongo, Burkina Faso

Ismâïla Sène, Université Assane Seck de Ziguinchor, Sénégal

Mounia Sliman, Université Ibn Tofail (Kénitra), Maroc

Sanae Solhi, Université Mohammed V de Rabat, Maroc

Joel Stephan Tagne, Université de Ngaoundéré, Cameroun

Gérard Tchouassi, Université de Yaoundé II, Cameroun

Sara Yassine, Université Hassan II, Casablanca, Maroc



La question de l'emploi est cruciale pour tous les pays en développement et, en particulier, pour les pays africains. Poussée par une démographie galopante, la population en âge de travailler augmente à un rythme exponentiel ; celui des économies à générer des emplois décents est beaucoup plus lent. De manière générale, l'Afrique est un endroit où il est difficile de trouver un poste de qualité et la situation peine à s'améliorer. Les jeunes et les femmes font face à des problèmes d'employabilité, à de longs délais et à la précarité du travail disponible.

L'entrepreneuriat peut jouer un rôle important non seulement dans l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes, mais aussi dans l'essor économique de l'Afrique francophone. D'où l'intérêt grandissant porté à cette question tant par le monde universitaire que politique.

Si les États savaient comment mettre à profit la volonté entrepreneuriale des jeunes et des femmes, ils pourraient s'engager dans une véritable transformation économique qui mènerait à un développement durable. Pour y arriver, ils doivent s'attaquer aux obstacles à l'initiative privée. Cet ouvrage présente des études à la fois descriptives et analytiques pour aider à comprendre ce que les gouvernements peuvent faire pour améliorer la situation de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes en Afrique francophone.

Brahim Boudarbat est professeur titulaire et directeur de l'Observatoire de la Francophonie économique de l'Université de Montréal.

Ahmadou Aly Mbaye est professeur d'économie et directeur du Laboratoire d'analyse des politiques de développement à l'Université Cheikh Anta Diop à Dakar.

Observatoire de la
Francophonie économique
Université 
de Montréal
et du monde.

44,95 \$ • 40 €

Couverture : © michaeljung/Shutterstock.com

Disponible en version numérique
www.pum.umontreal.ca

ISBN 978-2-7606-4202-7

